

COMMUNIQUÉ

Fribourg, le 3 juin 2020

Crise du Covid: les perspectives se dégradent sur le front de l'emploi L'automne sera crucial pour les investissements

La normalisation par étapes de l'activité économique, depuis la fin avril, ne laisse pas encore présager une reprise soutenue. La 3^e enquête liée à la crise du Covid-19, menée du 18 au 25 mai 2020 par l'Observatoire CCIF de l'économie, montre que les chiffres d'affaires et les attentes sur l'année restent très négatifs. Les perspectives se sont en particulier dégradées sur le front de l'emploi. L'évolution de la situation d'ici à l'automne sera tout particulièrement cruciale pour les investissements.

Parmi les entreprises qui avaient planifié des investissements cette année, la moitié les ont reportés suite à l'arrivée de la pandémie et 12% les ont gelés, montre la 3^e enquête de l'Observatoire CCIF de l'économie, sur la base de 59 réponses (soit 48% des 124 entreprises contactées). 38% les ont maintenus, mais aucune entreprise ne les a accélérés. Pour celles qui ont opté pour un report, la plupart affirment vouloir prendre une décision à la fin de l'été ou dans le courant de l'automne, en fonction de l'évolution de la situation.

Ces décisions découlent évidemment de la chute des activités subies par les entreprises. Au 25 mai, 29% des entreprises sondées faisaient état de baisses des ventes de l'ordre de 20 à 50% et 8% de plonges supérieurs à 50%. 2% des sociétés n'avaient plus de revenus tandis que 51% évoquaient une baisse allant jusqu'à 20%. Si ces chiffres sont meilleurs que ceux constatés en avril (un tiers faisaient alors état de ventes en chute de 20 à 30% et 12% de reculs de plus de 50%), 81% des entreprises doutent qu'un rattrapage soit possible d'ici à la fin de l'année.

Résultat, près d'une entreprise sur deux dit craindre de terminer l'exercice dans les chiffres rouges (62% à la mi-avril). Deux tiers des entreprises, affirment faire face à une baisse de la productivité ainsi qu'à des absences liées à la pandémie (maladies, employés vulnérables, quarantaines). 61% doivent composer avec des coûts additionnels liés à la réorganisation des espaces de travail, 25% avec des charges accrues pour le déplacement des collaborateurs (dépannage, chantiers).

Un cinquième des entreprises craint pour sa survie

Plus inquiétant, 22% des sondés affirment que la crise peut mettre en danger l'avenir de l'entreprise. Deux éléments ressortent de leurs commentaires: tout dépendra de la solidité de la reprise des prochains mois, mais pour certaines, la pérennité passera par des diminutions d'effectifs et/ou des dépenses.

Concernant le crédit Covid, qui doit permettre aux entreprises d'assurer leurs liquidités pendant cette période de crise, le système mis en place fonctionne visiblement bien. 40% des répondants y ont fait appel (38% en avril) et la somme obtenue est considérée comme suffisante par 78% d'entre eux (65% en avril). Pour les sociétés qui n'ont pas contracté de tels emprunts, seules 25% auront besoin de fonds supplémentaires dans les trois mois, mais 90% ne pensent pas solliciter cette aide.

Sur le front de l'emploi, plus d'une entreprise sur quatre (26%) affirme qu'elle devra réduire ses effectifs cette année, malgré l'extension des mesures de chômage partiel (RHT). Ce chiffre est en nette hausse par rapport aux 17% qui ressortaient il y a un mois. Côté RHT, une entreprise sur cinq (21%) estime qu'une partie de son personnel sera toujours à l'arrêt à la fin septembre 2020 et au-delà. Côté positif, il faut en revanche relever que la grande majorité des répondants pense être sortie du chômage partiel à la fin juillet. Mais avec un gros bémol: 26% envisagent de devoir à nouveau recourir à ce régime plus tard dans l'année.

Changements durables dans la manière de travailler

La crise laissera par ailleurs des traces dans la manière de travailler au sein des entreprises. 84% des sondés affirment que la pandémie les a obligés à se réorganiser. Parmi ces entreprises, 73% affirment qu'elles proposeront davantage le télétravail à leurs collaborateurs à l'avenir, 63% qu'elles accéléreront la digitalisation et 61% qu'elles recourront davantage aux visioconférences pour communiquer avec leurs clients et partenaires. Un tiers va revoir son marketing, 12% intensifier sa R&D et un quart réorganiser ou relocaliser sa chaîne d'approvisionnement.

Concernant spécifiquement l'approvisionnement, une petite majorité des entreprises n'a pas connu de problème (ou n'est pas concernée). Sur les 45% de sondés à faire part de difficultés, 81% les qualifient de peu importantes ou gérables et 19% d'importantes à très importantes.

Attentes envers le canton

Le rythme du déconfinement convient à 90% des répondants, 9% l'estimant trop lent et 1% trop rapide. Interrogés sur les mesures prises par la Confédération et le canton, 64% des entreprises affirment qu'elles ont été un soutien réel, mais évoquent principalement l'extension des RHT et les crédits Covid. Si le canton a déployé des aides ciblées, notamment via des aides pour le paiement des loyers, des attentes sont formulées sur plusieurs plans, dont les principaux sont l'aide à la



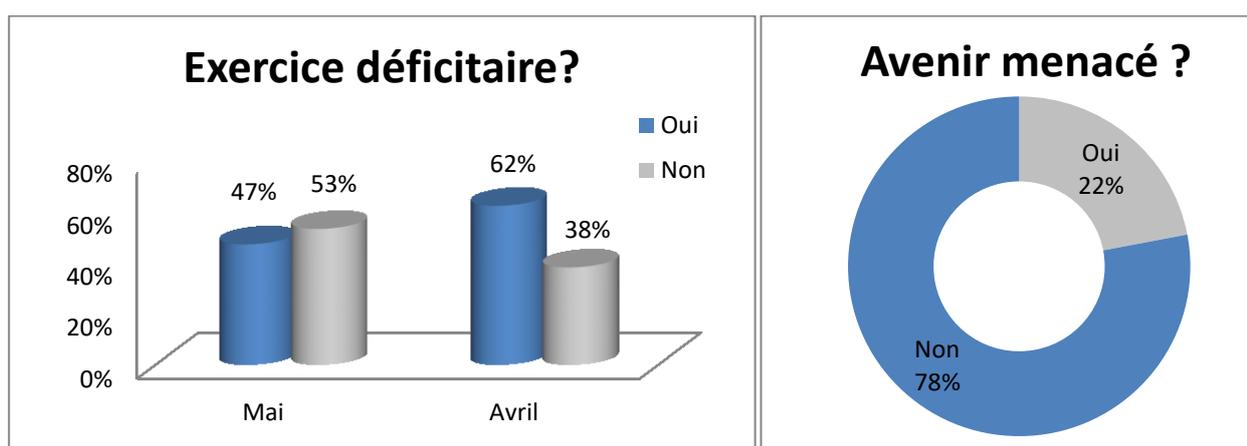
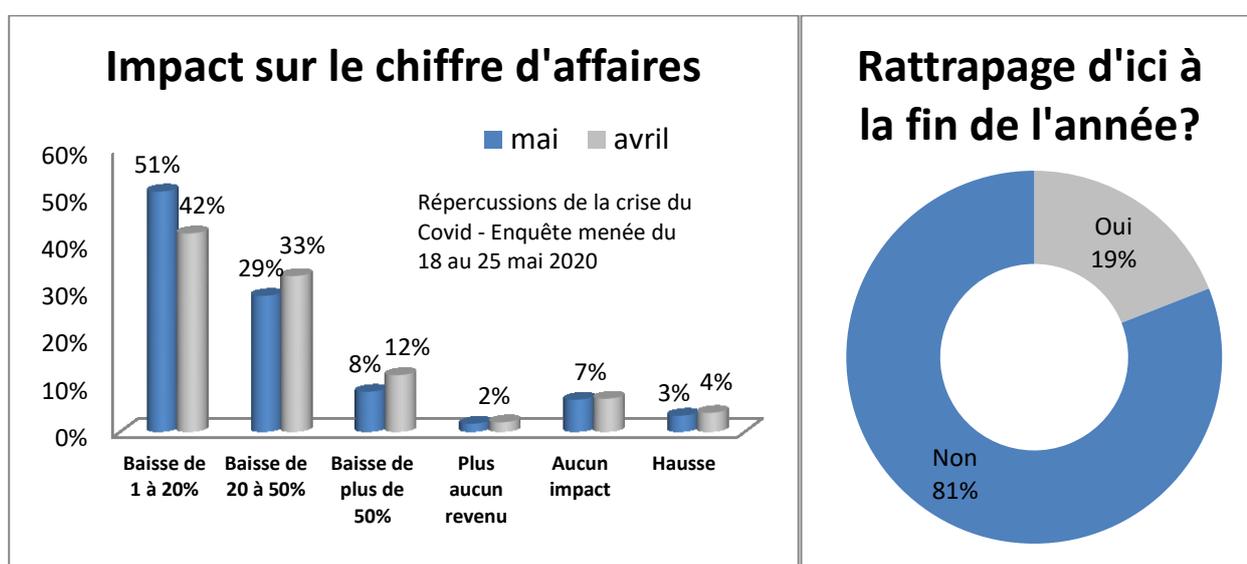
recherche (R&D) et à l'innovation, la prise en charge à fonds perdus de dépenses dans les entreprises dont la productivité a chuté, des aides dans le domaine de la construction, des réductions d'impôts ainsi qu'un plan de relance.

La question de l'équité entre personnel dirigeants en régime de RHT et employés est également évoquée, comme la question des APG pour tous les indépendants (sans plafonnement). Ces requêtes rejoignent les propositions formulées par la CCIF au Conseil d'Etat au début mai, en particulier la demande d'un fonds de relance doté de 200 millions de francs.

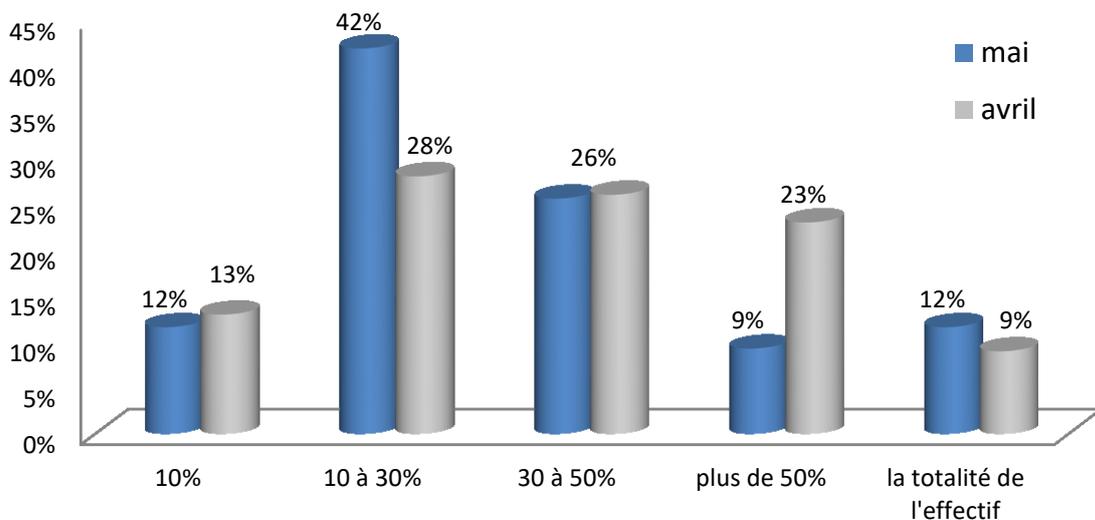
Contacts

Chantal Robin | directrice | 079 633 79 53

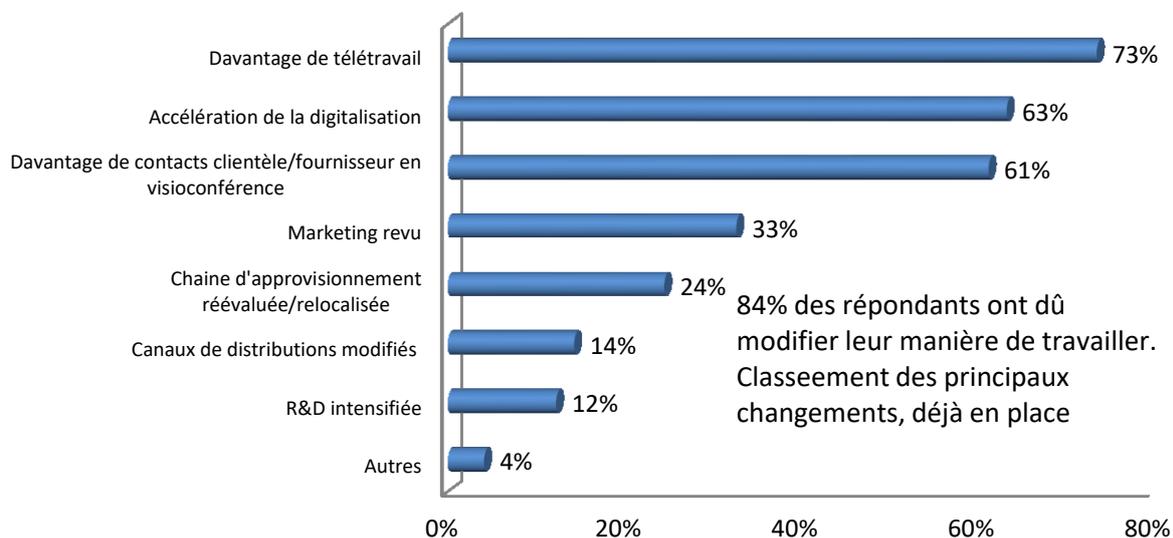
Philippe Gummy | conseiller économique | 078 739 53 83



Part de l'effectif en RHT



La crise du Covid a accéléré les changements dans les entreprises



Source: Observatoire CCIF de l'économie fribourgeoise. Données basées sur un sondage en ligne réalisé auprès de 59 entreprises (124 questionnaires envoyés). L'enquête a eu lieu du 18 au 25 mai 2020.

